l'Humanité une nations et peuples opprimés, unissez-vous! QUOTIDIEN DES COMMUNISTES MARXISTES-LÉNINISTES DE FRANCE

vendredi 28 janvier 1977

No 613

1,50 F

B.P. 61 75861 Paris Cedex 18 CCP 30 226 72 La Source

Commission paritaire No 57952

Mairie de Paris

LES QUERELLES S'AIGUISENT ENCORE

La bataille pour la conquête du fauteuil de maire de Paris n'a pas fini de faire couler de l'encre. Chaque jour qui passe apporte de nouveaux rebondissements de nouveaux épisodes dans l'apre querelle qui se mêne maintenant à visage découc'est tout. Et de se plaindre que le «plura me» qui lui est si cher se transforme ainsi publiquement en «discorde». C'est le moins que I'on puisse dire!

Pendant ce temps, la secétaire générale du Parti radical-valoisien annonce

majors du PS comme du PC que ce pourquoi la majorité se déchire aujourd'hui à pleines dents concerne directement leur propre mystification électorale de l'Union de la gauche. Détacher le PS du PC en lui faisant des promesses aguichantes comme le voudrait Giscard ou partir à l'assaut des législatives en provoquant des élections anticipées comme le voudrait Chirac ? Au fond, ce conflit qui oppose la majorité est aussi un reflet des pommes de discorde qui, souterrainement, secouent la fausse

Aujourd'hui jeudi, Chirac rencontre Barre, le PS rencontre le PC. L'apreté des luttes qui président à la constitution de «listes de la

Les cent mille manifes-

tants qui assistaient mercre-

haine du fascisme et du

pouvoir qui en est issu et

certainement pas pour sou-

tenir ceux qui collaborent

avec lui pour aider la bour-

geoisie espagnole à mainte-

nir sa domination sur la

classe ouvrière d'Espagne.

scène avait été soigneuse-

ment orchestrée par l'en-

semble de la bourgeoisie pour que la juste colère

populaire ne puisse pas se

transformer en explosion

révolutionnaire mais qu'elle

soit entièrement dévoyée

au service de la pseudo

«démocratisation espagno-

sion de faire ses preuves

devant la bourgeoisie et il

a fait les choses en grand :

tous les détails de la céré-

monie, religieuse comme il

se doit, avaient été réglés

Carrillo avait là l'occa-

Il faut dire que la mise en

Espagne

gauche unie», l'impossibilité juqu'ici d'un terrain d'entente du PS et du PCF pour la campagne électorale à Paris, les clins d'œil appuyés des radicaux de gauche à Giscard que Fabre s'était contenté de trouver «mal entouré et mal conseillé» à l'issue de sa visite en franc-tireur à l'Elysée, tout cela témoigne de la férocité des rivalités électorales qui se mênent pour un enjeu de taille. Car aujourd'hui il faudrait être aveugle pour ne pas le voir, à travers la bagarre pour les municipales, c'est en fait d'un tremplin pour le contrôle de l'appareil d'État bourgeois que chacun entend s'assurer pour se tailler la plus belle part dans l'exploitation des travailleurs de notre pays.

Procès de Casablanca

Les inculpés poursuivent leur grève de la faim

Suspendu vendredi dernier, le procès des 139 mar xistesléninistes marocains a repris mardi avec la comparution, un à un, des cinq principaux inculpés, dont Abraham Serfaty. Ils sont tous les cinq accusés d'être des responsables de l'organisation marxiste-léniniste «Ilal-Aman».

Comme leurs camarades les jours précédents, ils ont déclaré qu'ils refuseraient de répondre aux questions du tribunal et ont demandé à leurs avocats de ne pas plaider tant qu'ils seraient jugés individuellement et qu'eux et leurs avocats ne disposeraient pas de la liberté de parole.

Réunion publique de soutien aux inculpés de Casablanca SAMEDI 29 JANVIER

15 h 44, rue de Rennes Paris

Afrique du Sud

Les patriotes africains incendient un cinema qui projetait Victoire à Entebbé

nus unissent les racistes sud-

Des liens étroits et con- africains et les recistes sionistes; liens qui se tradulsent notamment par d'intenses relations économiques, mais aussi militaires.

> On comprend que cauxci se soit empressé de faire programmer dans les salles de cinéma des films exaltant le raid des assassins sionistes sur Entebbé. Mais Vorster est de plus en plus impuissant à faire taire le peuple azanien. Celui-ci a riposté à cette insulte faite à ses frères ougandais assassinés à Entebbé. C'est ainsi que «L'Oscar théâtre», l'une des principales salles de cinéma de Prétoria qui projettait «Victoire sur Entebbé», vient d'être incendié.

> A Bioemfontein, capitale de «l'État libre» d'Orange, une des copies du film a «disparu» d'un cinéma de la ville. Partout désormais les racistes sud-africains qui vont se régaler des crimes de leurs compères sionistes se retrouvent sous une forte protection policière.

Ils n'en ont plus pour longtemps à se réjouir ainsi. Partout dans le monde, les luttes de libération des peuples s'épaulent mutuellement. Patriotes africains et combattants palestiniens remporteront la victoire.



vert entre les différents clans bourgeois qui se disputent ce morceau politiquement et financièrement si allechant. Hier Chirac avait placé la balle dans le camp de Giscard.

Moins de 24 heures après, celui-ci réplique en mettant les points sur les i. D'abord le mérite de la création du fauteuil lui revient en propre, précise-t-il. Ensuite, il n'entend pas du tout le voir devenir un pôle de contestation possible de sa politique et de son autorité. Le maire de Paris doit être un technocrate gestionnaire un point

son intention de se présenter sur la liste Chirac, ce qui lui vaut une menace d'exclusion de son parti! En conclusion, voilà

Barre, déjà sacré le «Joffre de l'économie» transformé en Talleyrand de la majorité. Se souvenant qu'il «a confié une mission à M. d'Ornano», il est invité à prendre «immédiatement les contacts nécessaires pour que la majorité, puisse aboutir à une solution d'union». Une-union qui a bien du plomb dans l'aile, ricane-ton à gauche. Mais d'un rire jaune parce qu'on n'est pas sans ignorer dans les états-

et les autorités. Sur le parcours de la manifestation di soir aux obseques des avocats assassinés s'étaient c'est le service d'ordre ré- sans doute jamais entendu déplacés pour marquer leur visionniste qui donnait des parler d'une certaine Maria instructions à la police franquiste. Carrillo a poussé enfin le cynisme jusqu'à déclarer que les avocats assassinés étaient les «premiers et les derniers mar- dimanche dernier !

La colère gronde

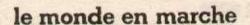
tyrs de la nouvelle Espagne démocratique»

Ce grand démocrate n'a Jésus Julian, étudiante de 20 ans assassinée, le crane fracassé par la police franquiste ? Il faut dire que c'était à une autre époque...

Melun

Une ouvrière de 60 ans tuée en déplaçant un wagon

une ouvrière de 60 ans, Mme Candida. Roxe, a été tuée mercredi sur la zone industrielle de Meaux. L'eaccidnet» a eu lieu alors qu'avec une collègue, Mme Geneviève Bodu, 53 ans, grièvement blessée, «elle participait à une opération de déplacement d'un wagon». Les deux femmes ont été coincées au cours de la manœuvre entre le wagon et le quai. Ainsi après avoir usé des travailleuses au cours de toute une vie d'exploitation, l'impitoyable loi du profit les expédie à une mort particulièrement atroce Cette mort crie vengeance. Tôt ou tard elle sera vengée.





LA « DETENTE » Dans Le Cosmos

On savait déjà depuis longtemps que les deux superpuissances employaient technologique l'avance qu'elles possédent au niveau spatial pour étendre leur espionnage et leur menace sur l'ensemble du monde. Il y a quelques années déjà la CIA se vantait de pouvoir photographier tout objet de la taille d'une niche à chien sur le territoire de la République populaire de Chine.

Il est certain que l'espionnage militaire soviétique n'est pas en reste.

Le second stade de l'utilisation de la technique spatiale dans la volonté des superpuissances d'exercer leur chantage sur toutes les parties du monde fut l'étude et la mise en orbite «immobile» (c'est-à-dire toujours au-dessus du même point de la terre) de satellites équipés d'ogives nucléaires.

Aujourd'hui, dans la course à l'hégémonie militaire, le social-impérialisme vient de marquer un point important avec l'«anti-satellite» Cosmos 866. Cet engin dont sept essais ont déjà été effectués, le dernier datant de début décembre, a pour mission de détruire les satellites en orbite autour de la terre. Il permettrait en cas de conflit entre les deux superpuissances, aux Russes de détruire avec un seul satellite, l'ensemble du réseau militaire spatial américain, composé de plusieurs dizaines de satellites et dont les fonctions sont essentiellement de trois

lancement de charges nucléaires à partir de l'espa-

- espionnage. Leur rôle, en cas de conflit, est essentiellement de contrôler les mouvements de troupe de confère donc un avantage ne permettraient pas que

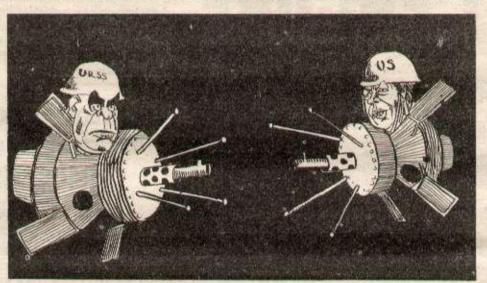
important : celui de l'adversaire qui peut empécher l'autre de le surveiller, tout en le surveillant.

- relais de communication. C'est la certainement, le rôle principal, à l'heure actuelle, des satellites, pour les armées impérialistes. La volonté d'hégémonie mondiale des superpuissances entraine en effet pour elles la nécessité d'une très grande dispersion de leurs forces

l'Union soviétique obtienne la supériorité dans ce domaine. Depuis, d'après le «Washington Post», six grandes firmes d'armement ont obtenu, de la part du Pentagone (l'armée américaine) d'importants contrats pour la mise au point d'un nouveau système de défense au niveau spatial.

La mise au point du satellite Cosmos 866 n'est en fait que la traduction au ni-

est très nette. Le Cosmos 866 n'est pas la seule arme stratégique pour laquelle l'URSS possède une avance importante. C'est également entre autre le cas de l'installation d'un réseau de missiles anti-missiles réseau que l'URSS possède autour des grandes villes et de ses installations militaires et auquel les USA ont renoncé pour des raisons économiques (le coût d'un tel



et d'un contact constant avec celles-ci

En ayant maintenant la possibilité de détruire les satellites-relais américains, sociaux-impérialistes peuvent par exemple interrompre, ou du moins gêner considérablement les communications entre les États-Unis et l'Europe. Il est inutile de s'étendre sur l'importance que cela pourrait avoir en cas de conflit, surtout de guerre-éclair.

La reprise, l'année dernière, des essais soviétiques de Cosmos 866 inquiète très sérieusement les militaires US. L'été dernier, Malcom Currie, le directeur du développement et de la recherche au Pentagone a l'ennemi. Leur destruction déclaré que les États-Unis veau spatial, d'un état de fait que l'on retrouve dans tous les autres domaines militaires : tout d'abord, derrière le paravent de la détente, la tendance chez les superpuissances est indiscutablement à la rivalité et à la lutte acharnée, ensuite, dans cette rivalité, c'est le social-impérialisme russe qui a l'initiative et qui est à l'offensive. A ce niveaulà, également la tendance

dispositif est astronomique) On pourrait citer de nombreux autres exemples qui prouvent qu'aujourd'hui l'aspect principal des relations entre les superpuissances, c'est non pas la collusion mais l'affrontement et que, dans cet affrontement pour le repartage impérialiste du monde, c'est l'URSS l'ennemi le plus dangereux des peuples, qui est à l'offensive.

Maroc

Les inculpés poursuivent leur grève de la faim

(suite de la p.une)

En ce qui concerne Serfaty, l'accusation qui tentait d'exploiter son origine juive pour l'accuser de sionisme a subi un échec de par la présence, pour le défendre, de maitre Mohamed Mejdalaoui, un des principaux avocats de l'Organisation de Libération de la Palestine.

Abraham Serfaty a en effet toujours été un militant antisioniste convaincu ainsi qu'un grand ami du peuple palestinien.

En ce qui concerne leur grève de la faim, qui se poursuit toujours, un de leurs avocats a déclaré que leur état de santé s'était sérieusement détérioré et que le médecin du service pénitentiaire refusait de leur prodiguer des soins tant qu'ils continueraient leur grève de la faim.

De plus, à la suite d'une annonce passée dans ses colonnes et protestant contre le procès, «Le Monde» a été interdit au Maroc pour une durée indéterminée. Le pouvoir marocain est de plus en plus isolé face au procès des marxistesléninistes. C'est à nous tous, démocrates, antifascistes et marxistes-léninistes de faire qu'il le soit plus encore. Pour soutien et information : Comités de lutte contre la répression au Maroc : 70 930-Gueville

Azanie

Grève avec occupation dans une mine

La production a été entièrement arrêtée dans une mine de chrome appartenant à la compagnie «General mining» à Kroondal, à 100 km au nord de Johannesbourg. Plus de 1 000 mineurs africains sont en effet en grève depuis lundi pour des revendications de salaire.

Particulièrement déterminés et décidés à ne pas se laisser intimider par la police raciste de Vorster, les grévistes armés de bâtons, occupent les toits des locaux pendant que se poursuivent les négociations avec les représentants des

Argentine

Le pouvoir fasciste met sur pied des mesures antipopulaires

La Junte fasciste qui est au pouvoir en Argentine vient de prendre une série de décrets visant directement les avantages durement acquis par la lutte de la classe ouvrié-

Un décret publié vendredi concernant les électriciens mais qui devrait s'appliquer rapidement à tous les travailleurs de l'État supprime tous les avantages des conventions collectives et porte notamment la semaine de travail de 35 à

Une autre série de mesures supprime les droit syndicaux ainsi que les congés-maladie. Le régime des congés payés a également été modifié.

A l'annonce de ces mesures, des ouvriers électriciens de plusieurs entreprises ont arraché les tableaux d'affichage officiels sur lesquels elles étaient annoncées.

Algérie

Pour une indépendance authentique

«L'Algérie ne reconnait à aucune puissance quelle qu'elle soit, quels que soient sa position ou son poids dans le monde, le droit de peser sur ses décisions», souligne «El Djeich», la revue de l'armée nationale populaire d'Algérie, en commentant la politique étrangère algérienne, dans son dernier numéro.

Le commentaire dit que l'obstination dans la recherche de l'indépendance authentique et le rejet de tout com promis avec toute puissance font de l'Algérie un des piliers du non-alignement.

«Alors même qu'elle était en lutte pour sa libération nationale et sa souveraineté, l'Algérie définissait déjà ses grandes lignes politiques et affirmait son appui moral et matériel à la cause des opprimés. La lutte pour l'indépendance a par expérience rendu les Algériens particulièrement sensibles aux causes des peuples asservis. C'est pourquoi tout naturellement, l'Algérie indépendante n'a ménagé aucun effort pour venir en aide matériellement, politiquement et diplomatiquement aux mouvements de libération», dit le commentaire.

Il poursuit en disant que pour arriver à une indépendance économique authentique, il faut d'abord compter sur soi-même et banir toute idée d'aide aliénante qui se paie finalement trop cher en termes d'indépendance et de développement.

Grande-Bretagne

Record de chômage

La Grande-Bretagne est en train de battre des records de chômage. Avec 1 448 193 chômeurs, soit une augmentation de 77 193 par rapport au mois dernier et un taux de chômage de 6,12 % de la population active, on se trouve devant une situation qui n'avait pas été connue depuis 1948. En un an, le chômage a progressé en Grande-Bretagne de

ABONNEZ VOUS AUX PERIODIQUES CHINOIS

PEKIN INFORMATION:

1 an , 21,00 F; 2 ans : 31,50 F; 3 ans : 42,00 F LA CHINE :

1 an: 17,00 F; 2 ans: 25,50 F; 3 ans: 34,00 F LA CHINE EN CONSTRUCTION :

1 an: 14,00 F; 2 ans: 21,00 F; 3 ans: 28,00 F LITTERATURE CHINOISE: 1 an: 17,00 F; 2 ans: 25,50 F; 3 ans: 34,00 F

COMMERCE EXTERIEUR DE CHINE: 1 an: 14,00 F; 2 ans: 21,00 F; 3 ans: 28,00 F

ENVOYER VOS ABONNEMENTS REABONNEMENTS à : E 100, 24, rue Philippe de Girard Paris 75 010

nouvelles intérieures

FRANCE, TERRE DE REPRESSION

Le gouvernement aime périodiquement se gargariser de la «société libérale», qu'il déclare s'attacher généreusement à instaurer pour le plus grand bien de tous. Et le thème de «France, terre d'asile» fait partie de son arsenal de propagande sur ce suiet.

Qu'en est-il réellement ? Nous connaissons tous le sort réservé aux travailleurs immigrés, souspayés, contraints aux plus sales boulots, vivant en permanence les brimades, les humiliations racistes, les intimidations policières, les menaces d'expulsion, victimes de meurtres racistes parfois.

Plus de 4 000 étrangers ont ainsi été expulsés de France l'an dernier, ce qui fait en moyenne une douzaine par jour. Travailleurs mauriciens, sénégalais, turcs, se retrouvent ainsi expédiés en moins de 48 h dans leur pays d'origine.

La plupart du temps, et contrairement à la loi française même, ces expulsions ont lieu en «procédure expéditive» totalement injustifiée et sans laisser à ceux qui en sont victimes, la possibilité de la voie de recours prévue devant une commission spécialisée.

Poniatowski affirme que seulement 70 de ces expulsions ont eu lieu pour des «raisons politiques». C'est un mensonge grossier. Outre les 17 responsables du

Comité de coordination des grévistes de la Sonacotra brutalement expulsés au printemps dernier, des travailleurs tunisiens, turcs, marocains, des étudiants africains, iraniens ont été jetés de France sans qu'on puisse invoquer à leur égard d'autres griefs que le fait de répercuter les luttes anti-impérialistes, démocratiques et révolutionnaires de leur peuple, ce qu'aucune loi française n'interdit ouver-tement.

Une unité qui inquiète la bourgeoisie

La bourgeoisie française qui voit d'un mauvais œil l'unité qui soude revolutionnaires français et étrangers, invoque à l'égard de ces derniers une loi de 1939 qui prétend leur interdire toute activité politique dans notre pays. Cette loi interdit en fait aux étrangers d'exercer des droits démocratiques fondamentaux, leur dénie le droit de se réunir, de s'associer, de publier des journaux dans leur langue, etc.

Plusieurs affaires récentes illustrent la volonté du gouvernement des monopoles de museler totalement les étrangers résidant dans notre pays.

C'est le sort des 10 Basques assignés à résidence à l'île d'Yeu depuis plusieurs mois, dans les conditions d'une quasi-détention à peine camouflée.

Il s'agit là d'une véritable incarcération, sans aucun jugement, sur seule décision administrative. Une résurrection, en fait, du scandaleux «droit d'internement administratif» qui a rempli les prisons et les camps durant la guerre d'Algérie, analogue à celui qui est aujourd'hui massivement utilisé par l'armée britannique en Irlande du Nord.

Sur simple présomption, sans preuve et sans aucune intervention judiciaire offrant un minimum de protection légale, le gouvernement, ses ministres ou ses préfets, peuvent faire emprisonner ainsi n'importe qui sans aucune justification.

L'île d'Yeu : une prison sans barreau

La situation faite aux Basques de l'île d'Yeu est particulièrement révoltante. Alors que les attentats de l'extrème-droite fasciste contre les patriotes basques, dans le sud de la France, n'ont jamais été réprimés. les 10 exilés de l'île d'Yeu vivent soumis à la surveillance constante d'une horde de CRS qui ont investi l'île entière. Depuis le 10 janvier. ils sont contraints de pointer chaque jour à leur hôtel, à 12 h 30 et à 19 h, Alors qu'ils refusaient cette nouvelle brimade, ils y ont été contraints par la force, ce qui a entrainé l'indignation de toute la population locale. Leur demande de soins médicaux gratuits a été rejeté par le préfet arguant que rien ne les empêchait de travailler dans l'île, Alors que les autorités refusent de leur remettre leurs papiers, leur imposent de se déplacer toujours par groupe de trois pour mieux les surveiller... sans parler du chômage qui sévit là-bas aussi.

L'étudiant iranien arrêté sans aucune preuve à la suite de l'attentat contre un diplomate iranien à Paris est toujours maintenu en prison alors que sa demande de mise en liberté provisoire a été officiellement acceptée.

De nombreuses associations d'étudiants africains notamment l'Association générale des étudiants gabonais et l'Union des étudiants kamerounais, se trouvent en but à la répression policière qui prétend les dissoudre.

Après de multiples provocations contre les résidents des cités internationales de Paris, c'est le tour des résidents de la Maison des États de l'Ouest-Africain, victimes d'intimidations policières et de perquisitions illégales. Et faut-il rappeler la scandaleuse affaire Abou Daoud, la protection dont jouissent dans notre pays les services secrets sionistes qui peuvent y assassiner en toute impunité?

Nous ne devons pas tolérer que la répression s'abatte sur nos frères étrangers, que leur soit dénié l'exercice de tous droits démocratiques fondamentaux.

Nous devons militer à leurs côtés contre l'arbitraire de ce gouvernement au service des monopoles impérialistes qui expulsent les prolétaires et les révolutionnaires étrangers et accueille à bras ouverts les racistes, les fascistes et les

Encore une personnalité soviétique reçue en grande pompe à Paris

Décidément les délégations soviétiques se succèdent sans interruption dans nos murs. Aujourd'hui, c'est le tour de Vladimir Promyslov, maire de Moscou de venir faire une tournée de propagande à Paris.

Invité officiel des autorités françaises, il a été reçu en grande pompe à l'Hôtel de ville de Paris où il s'est vu offrir la grande médaille de vermeil de la ville de Paris en présence de nombreux politiciens. Il était ensuite l'hôte à déjeuner de la chambre de commerce de Paris, espérant sans doute plaider au passage la cause de quelques ponctions de crédits supplémentaires pour fabriquer les canons soviétiques qui menacent l'Europe.

Ce défilé permanent de personnalités soviétiques dans notre ville n'est pas innocent. Il vise à marteler le peuple de grands discours sur l'amitié franco-soviétique, les desseins pacifiques de Moscou et la nécessité de resserrer avec lui des liens de toute nature, des liens qui dans l'esprit des sociaux-impérialistes ne visent pas d'autres buts que de nous étrangler.

La préparation des municipales à Vichy (2)

Pour les travailleurs une seule voie, celle de la lutte

Tandis qu'à Vichy se déroulent les tractations entre les différents partis bourgeois en prévision des législatives, plusieurs luttes ouvrières se poursuivent.

Dans notre région règne un patronat de «choc» et les travailleurs ne sont absolument pas soutenus par une direction CGT de collaboration de classe. La CFDT pour sa part est pratiquement inexistante.

Actuellement, une petite usine du groupe Thomson est occupée par les ouvriers pour protester contre la fermeture de leur atelier, ce qui entraine la perte d'emploi d'une soixantaine de personnes. Le PCF fait de cette lutte une «chasse gardée» par l'intermédiaire de ses agents qui détiennent la direction de l'UL et de l'UD-CGT, dans l'espoir de se donner un visage «combatif» à la veille des municipales.

Par contre, qu'a fait la CGT pour protester contre les mutations arbitraires chez les agents communaux, pour soutenir un déléqué CFDT de Ladv (produits de beauté), pour exiger le respect du droit syndical par la direction de l'entre-prise Houdaille?

Rien si ce n'est se lamenter contre ces faits

dans des tracts mal dif fusés ou lors de réunions quasi-confidentielles à la Bourse du Travail.

De même, alors que les travailleurs de la Sermeto sont en grève, à l'appel de la section CGT pour demander la réintégration d'un ouvrier licencié et pour une augmentation de salaire, cette même section n'a rien fait pour soutenir les travailleurs de chez Barthes à Clermont-Ferrand qui ont occupé leur usine pour protester contre la fermeture de celle-ci.

Et pourtant, cette entreprise clermontoise de construction mécanique devait être rachetée par le PDG de la Sermeto et permettre ainsi aux travailleurs de conserver leur emploi.

Or, les pouvoirs publics mettaient comme condition à ce rachat l'hypothèque sur la Sermeto, ce que bien sur la direction de celle-ci a refusé. De même personne, que ce soit à la CGT ou à la CFDT, ne parle de la situation à la STS, petite entreprise de sous-traitance des composants électroniques où le directeur règne

en maître et seigneur. Cette entreprise emploie un personnel exclusivement féminin embauché sous contrat temporaire en fonction de la fabrication en série des composants. A la veille des fêtes du Nouvel An, deux filles étaient convoquées par la direction pour s'entendre dire que si, elles, étaient gardées, il n'y avait plus de travail pour leurs camarades.

Résultat : une vingtaine de filles sans emploi et dont certaines, surtout les jeunes, ne pourront bénéficier des indemnités de chômage car elles n'ont pas travaillé assez longtemps. Beau cadeau de fin d'année de la part d'un patron qui comme ses semblables s'engraisse sur le dos des travailleurs.

Face au patronat, les directions syndicales ne font rien pour impulser ou soutenir les luttes des travailleurs si ce n'est à travers des phrases creuses comme le prouve le titre de l'éditorial du dernier bulletin du syndicat CGT des agents communaux de Vichy :«Etre syndiqué, c'est agir».

Belle phrase, mais les travailleurs n'ont rien à attendre de directions syndicales qui pratiquent depuis des années la collaboration de VENDREDI 28 JANVIER — 20 HEURES MAIRIE DE MORLAIX (salle des Conférences)

MEETING DES COMMUNISTES MARXISTES-LÉNINISTES DE L'HUMANITÉ ROUGE

QUELLES SOLUTIONS FACE A LA CRISE?

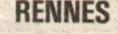
Avec :

 panneaux d'information sur les luttes dans la région

 interventions de deux communistes marxistesléninistes de l'Humanité rouge sur la situation en France et dans le monde, et ce que proposent les marxistes-léninistes

- projection d'un film sur la grève du Joint Français à Saint-Brieuc en 1972

Ni plan Barre, ni Programme commun! Refusons le capitalisme, qu'il soit défendu par Giscard ou par les Partis de l'Union de la gauche !



CHOMAGE... REPRESSION... PROMESSES ELECTORALES,

> Pourquoi les Communistes Marxistes-Léninistes disent :

MEETING
VENDREDI 4 FEVRIER 197

NI PLAN BARRE NI PROGRAMME COMMUN!

L'INTU DES MUNICIPALES.
POUR L'UNITE DES OUVRIESS ET DES PETITS PAYSANS,
TOUS UNIS CONTRE LA REPRESSION.
EN AVANT VERS LE PARTI MARRIETE LEMMIETE UNIQUE.



HUMANITE ROUGE-

la France des luttes

Lorraine

Tant qu'il y aura capitalisme, il y aura crise

Les hauts Fourneaux Réunis de Saulnes et Uckange (HFRSU) dont plus trust 70 % des actions appartiennent au regroupent environ 800 ouvriers et employés. La particularité de l'usine face aux autres usines sidérurgiques est qu'elle produit de la fonte spéciale dont une grande quantité est destinée à l'industrie de l'armement et le reste à la fabrication d'aciers spéciaux par Sollac-Sacilor.

Que font les patrons ? Depuis le début de la crise, ils nous chantent le même refrain : «Pas de satisfaction des revendications en ce moment, nous tournons à perte.»

A perte pour nous, travailleurs qui voyons notre pouvoir d'achat diminuer, pas pour eux. A-t-on déjà vu en système capitaliste les patrons tourner à perte ?

En 74-75, ils ont debloqué cinq milliards pour investissement dans la remise à neuf des hauts fourneaux et constructions de nouvelles installations.

Mais la crise est quand même ressentie aux HFRSU, bien que moins fortement que dans le reste de la sidérurgie.

- Un haut fourneau entièrement remis à neuf et aggrandi n'est pas remis en service, parce qu'il était prévu pour marcher avec la nouvelle chaine à bille d'Usinor Thionville qui ne sera pas construite à cause de la

Une deuxième chaine d'agglomération vient d'être construite mais il n'y en a qu'une à la fois qui marche.

- Suppression des entreprises d'entretien et des intérimaires, ce qui correspond à un effectif de 100 personnes environ, principalement des travailleurs immigrés de la Somafer.

82 suppressions d'emploi prévues pour 77/78 :

d'une part les travailleurs immigrés qui retournent au pays ne seront pas remplacés : c'est ce que le patronat appelle «départ volontaire

d'autre part, les retraites et préretraites : mais ce que la direction n'indique pas, c'est qu'elle pense élever le chiffre puisque déjà elle s'en est pris à 6 travailleurs agés qu'elle a mis en incapacité de travail, ce qui représente une perte de 300 à 500 F par rapport à la préretraite.

Que fait le syndicat CGT ?

Environ la moitié de

«A la veille de cette année 77, c'est la même opération qui se renouvelle, avec en plus un degré dans

plus vos engagements comme celui qui avait été pris de discuter de la progression du pouvoir d'achat en décembre 76. Cette discussion étant reportée à fin janvier, début février de 77.

conséquence du système économique capitaliste. C'est ineluctable. Tant qu'il y aura capitalisme, il y aura

Il n'y a d'autres remèdes aux crises que de



Les Hauts Fourneaux Réunis de Saulnes et Uckange

»Un des prétextes avancés étant les dispositions du plan gouvernemental visant bloquer les salaires »

Voilà toute la protesta-

En fait son véritable souci du moment, c'est la gestion du CE, location d'un étang pour la pêche.

 L'aménagement en camping du terrain de l'étang!

L'engagement d'une personne par le CE pour assurer la gestion administrative des oeuvres sociales.

Véritablement l'ensemble du syndicat est mobilisé autour de l'étang ! Tels délégués sont chargés de voir les meilleurs prix pour l'achat des alevins, d'autres vont les chercher et les foutre à l'eau, d'autres encore s'occupent d'étudier l'aménagement du terrain. Le CE est devenu l'outil le plus précieux pour faire collaborer les travailleurs et les détourner de leurs luttes !

Quels propos tient la CGT ?

On est édifié par une lettre adressée au PDG du CCE. Pour la CGT

« C'est une banalité de constater que la sidérurgie est en crise». Pour nous, travailleurs, c'est une banalité de constater que vous ne faites rien en dehors de ce l'effectif ouvrier est syndi- qui vous rapportera des voix aux élections.

«La crise est voulue par le capitalisme pour accroftre ses profits». Non le capitalisme n'a pas voulu cette l'escalade. Vous ne tenez crise, mais la crise est la

renverser et détruire à tout jamais un système qui n'est qu'une suite de crises plus

ou moins graves.

Et c'est pourquoi changer de gouvernement ne change rien, il faut changer de régime. Ce que les patrons recherchent, c'est faire payer la crise par les travailleurs. Ce à quoi la CGT répond :

«Les salariés de l'usine ne doivent pas être les seuls à payer la note». Nous n'acceptons de payer la crise ni seul, ni avec d'autres ! Ce n'est pas à nous de faire les frais de leur crise. Et nous ne nous étonnons pas que «les patrons décident seuls de l'utilisation des

Nous nous battons pour notre pouvoir d'achat et notre travail et pour que

cessent l'exploitation et les

Le plan de redressement de la CGT est tout aussi renversant que celui des profiteurs, qui d'ailleurs tenaient le même langage aussi au début de la crise. Le même aussi que celui des sociaux démocrates en 1929

«Pour sortir de la crise, dit-elle aux patrons, vous payez plus vos ouvriers, vous abaissez l'age de la retraite et la durée du temps de travail sans perte de salaire, avec la création d'une cinquième équipe, ce qui permet d'augmenter le pouvoir d'achat des travailleurs et d'accroître ainsi la consommation d'acier, de fonte par habitant dans notre pays. Le tout allant dans le sens du mieux être pour les travailleurs et la marche de l'usine . Ces mesures aboutiraient à la réduction du chômage dont sont victimes de nombreux fils et filles de membres du personnel. »

C'est un véritable programme... capitaliste ! Estce à nous, travailleurs, de proposer des mesures pour relancer l'économie capitaliste. Non, nous devons au contraire lutter pour en terminer avec le capitalisme, cause de tous nos maux.

Le seul chemin, c'est la voie révolutionnaire. C'est dans ces luttes que la classe ouvrière accumule ses forces pour la révolution !

C'est avec l'ensemble de nos camarades de la sidérurgie qu'il faut lutter ! Tous ensemble et en même temps!

Comptons sur nos propres forces : les travailleurs d'HFRSU ont montré à plusieurs reprises de quoi ils étaient capables!

> Un camarade sidérurgiste d'HFRSU

Solvi (Thionville)

Comité d'entreprise et collaboration de classe

Comme on le sait, la bourgeoisie, à la Libération, a institué les Comités d'entreprise, dans l'unique but d'attirer les dirigeants ouvriers sur le terrain de la collaboration de classe, ceci bien sûr en vue d'étouffer les luttes de la classe ouvrié-

Ayant depuis totalement sombré dans le révisionnisme, le PCF, ce parti bourgeois, utilise à son tour à plein ces organismes pour détourner la lutte des tra-

Solvi est une petite entreprise de la région de Thionville qui s'occupe d'imprimer sur le fer. Le patron peut se vanter auprès de ses amis d'être «expérimenté» pour ce qui est de faire collaborer ses ouvriers. Qu'on en juge !

Avec l'appui du patron, le Comité d'entreprise a mis sur pied une équipe de foot. Depuis, le panneau du syndicat (CGT) ne comporte plus que pronostics, résul-

vailleurs et pour s'en faire des bases dans sa lutte pour le contrôle de l'État capita-

D'ailleurs, certains de ces Comités sont eux-mêmes de grosses entreprises capitalistes où les «cadres» révisionnistes peuvent exercer leurs talents de candidats à la gestion du capitalisme.

L'exemple ci-dessous montre le rôle qu'ils jouent dans des entreprises plus

tats et autres informations sur l'équipe !

Et devinez quelle est maintenant la tâche principale des délégués ? Ils sont attachés à l'organisation matérielle et aux déplacements régionaux de l'équipe !

Gageons que les rapports avec le patron et la direction sont devenus bien meilleurs, entre supporters d'une même équipe !

Correspondant HR

Clermont Ferrand

A propos de Naussac LE CONSEIL GENERAL DU PUY-DE-DOME **EN QUESTION**

Comme nous en avons fait état dans nos colonnes, le conseil général du Puy-de-Dôme, à majorité révisionniste-réformiste, a approuvé le projet de la SOMIVAL. donc en particulier la condamnation à mort des paysans de la vallée de Naussac.

Ce vaste projet touche à plusieurs départements de la région et c'est à ce titre que le conseil général du Puy-de-Dôme a eu à prendre position à son sujet.

Ceci lui vaut de vives

critiques comme en témoigne une lettre émanant d'habitants de localités proches de Naussac (Langogne et Auroux) et publiée récemment dans le journal «La Montagne».

«Les habitants de Langogne et d'Auroux ont le droit de vivre, comme ceux de Clermont, et de vivre dans un environnement décent... Le conseil général du Puyde-Dôme n'a pas le droit de disposer de notre pays, de le détruire et de le ruiner.»

Correspondant HR.



Des dirigeants nationaux de la CFDT conduits par Edmond Maire, emboitant le pas aux pratiques des dirigeants CGT, développent une campagne d'attaques contre des organisations (UD, UL, syndicats, fédérations) et des militants de la confédération. Leur objectif, c'est de renforcer la main mise des partisans de l'Union de la gauche, et du parti socialiste en particulier sur la CFDT, dans le cadre de la bataille entre partis bourgeois pour les élections législatives de 1978. Plusieurs fois mis en cause à cette occasion par les textes du Bureau national, notre journal et les militants qui s'y réfèrent, attachés à l'essor d'un syndicalisme authentiquement de classe et de masse s'adressent aux travailleurs et à la masse des adhérents CFDT pour contrer ces manœuvres de division.

Commandez et diffusez notre brochure. Son prix est de 2 F (pas obligatoirement payables à la commande) port compris. La vente peut être effectuée en souscription dans le cadre de la campagne de soutien à notre socie pas à cette journée,

il ne veut pas pour autant

minimiser la nécessité de

l'action. Il dit au contraire,

que l'heure est au débat de

tous les travailleurs pour

rendre sa crédibilité et son

efficacité à l'action syndi-

Il propose une plate-

forme d'objectifs prioritai-

res, répondant aux aspira-

tions immédiates de tous :

chat par l'attribution im-

médiate de 35 points uni-

formes pour tous (300 F par

mois) et la fixation du

salaire minimum à 2 300F.

les licenciements de non

titulaires et création des

postes nécessaires à leur

ditions de travail et lutter

hebdomadaire de travail ;

» Pour améliorer les con-

- réduction de la durée

- création des 12 000

La décision du SNI (de

emplois dont nos actions

antérieures ont démontré la

non participation à la «grè-

ve» du 27) a été prise

en tenant compte du désir,

depuis longtemps exprimé,

des agents, de refuser les

grèves de 24 heures lors-

qu'il n'y a pas eu de con-

sultation de la base sur les

objectifs et le caractère de

Une employée des impôts,

titularisation.

contre le chômage.

objectif 35 heures.

nécessité (...)»

» Arrêt immédiat de tous

«Défense du Pouvoir d'a-



la France des luttes

Grève du 27 janvier dans la Fonction publique

Le Syndicat national des impôts se déclare

« pour une véritable riposte »

Le syndicat National des Impôts se déclare «pour une véritable riposte»

A propos de la grève par la FEN-CGT-FO-CGC-CFTC-Autonomes) le syndicat national des impôts (SNI) CFDT a pris position pour l'organisation d'une véritable riposte.

Il a distribué un tract

dans lequel il refuse de s'associer à la «grève», déclarant notamment :

«Cette journée est considu 27 janvier dans la fonc- dérée par certains comme tion Publique, (organisée une façon d'occuper le terrain en attendant des échéances électorales : la CFDT dit que l'action syndicale ne peut dépendre d'impératifs de cette

«Si le SNI-CFDT ne s'as-

La section SGEN-CFDT du lycée Honoré de Balzac

« pour une riposte plus vigoureuse »

La volonté du gouvernement à travers le plan Barre de résoudre les problèmes de l'inflation et du chômage en bloquant les salaires et en préparant des licenciements massifs d'enseignants à la rentrée prochaine (application de la réforme Haby) appelle une réponse plus vigoureuse qu' une grève rituelle de 24 heures sans portée réelle.

Les professeurs adhérents au SGEN- CFDT du lycée Honoré de Balzac ont décidé, à la majorité des deux tiers des suffrages exprimés lors de leur assemblée générale du 20 janvier, d'assurer leurs cours le jeudi 27 janvier, journée d'action dans la Fonction publique,

Ils verseront intégralement le montant de leur journée de traitement à la caisse de leur section syndicale.

Cette somme sera consacrée à soutenir financièrement les travailleurs engagés dans des luttes dures et prolongées contre le plan Barre et à financer une campagne d'information sur les conséquences désastreuses pour l'Education Nationale toute entière et notament pour les élèves de l'application de la réforme Haby dès la rentrée

A I'INA ex-ORTF

Non aux grèves-bidons! Pour une campagne d'action de tous ceux de l'ex ORTF

La section CFDT du centre de l'INA à Bry-sur-Marne, au cours de sa réunion a discuté le bien-fondé de la grève du 27 janvier (l'INA, institut national de l'audio-visuel, une des 7 sociétés de l'ex-ORTF, appartient au service public).

«On en a marre des gréves de 24 heures», «Ça n'aboutit à rien».

Un seul est intervenu pour dire qu'il fallait se mobiliser et lutter contre le plan Barre, Plusieurs lui ont répondu « C'est en faisant des grèves de 24 heures qu'on démobilise les travailleurs plutôt qu'on ne les mobilise».

Ils ont proposé une autre

forme d'action plus efficace à leurs veux contre le plan Barre : une semaine de mobilisation (dont les formes restent à définir) devant rassembler tous les travailleurs de l'ex-ORTF pour une campagne d'action non seulement à l'intérieur, mais aussi à l'extérieur de leurs centres, sur leurs propres problèmes.

A la fin de la discussion, tous les travailleurs, sauf un qui s'est abstenu, ont été contre la grève du 27 et pour la semaine d'action.

De plus en plus, les travailleurs prennent conscience qu'une lutte efficace passe par le refus des grèves-

Correspondant HR

Brétigny-sur-Orge

Sécurité de l'emploi, augmentation de salaires et... voix électorales

Voilà un an que les 12 travailleurs de la piscine de Brétigny s'opposent à leurs patrons.

Depuis plusieurs années la piscine fonctionnait en eautogestion», du moins les travailleurs le croyaient-ils ! En effet, le budjet leur était probablement donné par l'OMS (office municipal des sports) et ils en faisaient ce qu'ils voulaient. Gérant très bien la piscine, les travailleurs réalisaient des économies qui avaient pour conséquences des réductions successives du budget pour la piscine.

Il faut savoir que l'OMS est une association qui comprend des bénévoles et entre autres des membres du Conseil municipal et du... PCF.

Les relations entre mairie et OMS sont étroites, bien qu'elles soient officiellement deux instances très différentes, par un système complexe le budget donné par la mairie passe par l'OMS.

Les économies réalisées ont en tout cas permis à la municipalité de «gauche» de verser de l'argent au nom de la piscine pour de toutes autres choses...

Au début du conflit, les travailleurs organisés en section CFDT demandaient à être employés communaux et non plus employés par l'OMS.

Après bien des péripéties, de multiples échanges de projets et contre projets pour régir le fonctionnement de la piscine, voici les conditions de la municipalité de «gauche» pour que syndiquée CFDT (Rennes) les travailleurs puissent devenir employés communaux:

- reclassement de tous sur la base des indices de la fonction publique qui moins élevés que ceux dont bénéficie le personnel aujourd'hui

Ce qui entraîne, pour une personne, 700 F de moins par mois. Les autres personnes s'y retrouvant à peu près avec les primes, les leçons de natation etc.

Par ailleurs, ces messieurs n'assurent pas la titularisation des auxiliaires, particulièrement des caissières.

Ce n'est pas beau, ça ? on est patron ou on ne l'est

Quelles sont les réactions devant ca?

les réformistes PS (minoritaires au Conseil municipal) et CFDT, disent que... c'est la loi, on ne peut pas tenir compte de la grille de la fonction publique, et puis il ne faut pas alerter la population car... on négocie (pensez depuis un an !)

- les travailleurs qui ont compris que leur sautogestion» a profité aux bourgeois locaux mais pas à eux, veulent la sécurité de l'em

ploi pour tous et refusent les diminutions de salaires.

Ils ont fermé la piscine mardi 25 toute la journée afin de demander à l'OMS et à la municipalité, des comptes.

Les choses vont mal pour nos zélus qui craignent plus que tout que l'on parle de la piscine. Dans des bulletins du PCMLF, sur la ville nous avons pu lire des articles sur la lutte des travailleurs de la piscine, ce qui a mis certains révisionnistes en émoi !!!

Si les travailleurs disent bien aujourd'hui, qu'après tout «municipalité de droite ou de gauche, c'est le même tabac» et qu'on ne voit pas la différence; il n'en reste pas moins qu'ils n'ont pas encore osé mobiliser largement la population pour faire pression contre leurs patrons de «gauche».

Mais la réalité fera ouvrir les yeux à tous les travailleurs, qui finiront par voir clairement tracée la voie de leur liberation, la voie de la prolétarienne Révolution pour le socialisme.

Correspondant HR

Tanneries du Puy

Des tanneurs intraitables

Depuis -l'annonce it y a deux mois de 172 licenciements, les travailleurs des tanneries du Puy multiplient les actions. Nous en dressions dans notre édition du 26 janvier un tableau édifiant.

Mercredi encore, le PDG Chapel, son adjoint Font-

vieille et le directeur départemental du Travail, Badaut, étaient séquestrés dans l'usine «tant qu'ils ne reviennent pas sur la décision de licencier 172 personnes dans l'unité du Puy».

Les flics, face auxquels les tanneurs se sont déjà trouvés plus d'une fois, sont intervenus et ont «libéré» ces messieurs. Ils l'avaient déjà fait pour le directeur adjoint, il y a 2 semaines.

Les patrons des TFR Tanneries françaises réunies, pour mieux exploiter les travailleurs) ont déjà sevi comme on sait à Annonay.

Les tanneurs du Puy, s'ils poursuivent sur cette voie, peuvent empêcher leur sale coup!

Rennelec Liffré (Bretagne)

LE PATRON PART AVEC LA CAISSE ET JETTE LES OUVRIERS A LA RUE

Rennelec: 80 ouvrières, L'usine sous-traite pour LMT, CIT, CGCT...

Une section CFDT s'est montée, il y a 2 ans non sans mal d'ailleurs.

En décembre 1975-janvier 1976, la moitié de l'usine est en grève, pendant 3 semaines : ce n'était plus vivable : le froid, les cadences, les salaires, les brimades...

La victoire n'est pas totale, mais le patron est moins arrogant et les filles plus unies qu'avant.

Depuis, les grands trusts se sont repartagés le téléphone et électronique. Ces petites boites, bien utiles avant, deviennent encombrantes pour leurs profits.

Alors le patron de Rennelec fait ses comptes :

- son usine est amortie depuis belle lurette, les subventions empochées et il s'est fait sur le dos des ouvrières des bénéfices, de quoi construire 3 ou 4 autres usines

- les ouvrières ne se laissent pas mener par le bout du nez : en octobrenovembre, elles ont fait échouer, avec leur section CFDT, une tentative de licencier la moitié des

Alors, juste avant Noël, il décide de fermer !

Dans les statistiques, 80 chômeurs, ça ne se voit pas ; dans 80 familles, ça se remarque drôlement !

Les 90 %, en supposant que les travailleuses les aient, quand elles seront isolées, dans 3 ou 6 mois, ils s'envo-

leront | Et où trouver du travail 1 La seule solution, c'est

comme à Réo I Pas un seul licenciement,

du travail pour tous ! Droit de vivre au pays!

Correspondant HR.

Fin de la grève au Bronze Industriel

Après un mois de grève, le travail a repris mardi matin. C'est une conséquence de la division et de la désorientation des grévistes, provoquée par la manœuvre du permanent CGT métaux et du comportement des responsables CGT (voir HR No 610).

Les négociations de mar-

di ont donné un résultat ridicule: 1,5 % avec 40 F mini, et prime de présence maintenue seulement en cas d'hospitalisation ! Des débrayages sont envisagés en riposte. Nous reparlerons dans un prochain article de la façon dont s'est terminée la grève, en analysant les aspects positifs et négatifs de ce mois de lutte.

informations générales

Des parents font l'expérience de la justice bourgeoise

Récemment avait lieu le procés de 5 parents d'élèves de l'Aiguelongue à Montpellier.

L'affaire

Juin 75, des cahiers sont volés dans une classe (on voit ce qu'il en est de l'école gratuite). L'institutrice, directrice aussi, mêne l'enquête, les cahiers sont rendus et 13 enfants se dénoncent. Punition! Privés de voyage de fin d'année.

Des parents viennent s'informer, la directrice ne donne pas d'explication et voyant qu'ils ne partiront pas sans en avoir, appelle la police! (qui ne se dérange pas connaissant la directrice).

L'inspection académique appelée, délègue un inspecteur ; les parents s'en vont, la punition restant maintenue.

La directrice porte plainte pour «violation et occupation de lieux administratifs» alors que c'est ellemême qui a invité les parents à entrer dans son bureau.

Tout le monde croit que l'affaire est étouffée. Mais voilà qu'à la mi-décembre 76, on apprend que le procés va avoir lieu.

Le procès

Plus de 100 personnes y assistent. Une trentaine de flics sont là nous interdisant l'accès de la salle jusqu'au dernier moment, espérant ainsi nous décourager (l'audience prévue à 14 puis à 16 heures n'a débuté qu'à 17 heures) ou, à cause de

CONFÉRENCE-DÉBAT

«Santé Publique et médecine préventive»

En Albanie, «l'homme est le capital le plus précieux»

Vendredi 28 janvier à 20 h 30 à la MJC de Rèzé (Allée du Dauphiné) (44) protestations, provoquer le huis-clos.

L'accusation — le parquet — se montre méprisant, traitant les parents de «femmes de paille», de «primaires», «manipulés par une fédération» et demande une peine de principe, en vertu de la loi anticasseurs!

La défense : «Maitre» Pons, conseiller général (de «droite») adjoint au maire, dira que sa cliente était sortie du bureau, qu'elle n'était pas organisée et il ajoutera «Est-ce que l'on va condamner des parents pour avoir voulu s'informer et être restés dans un bureau alors que d'autres catégories (... les ouvriers) peuvent occuper (... leur entreprise) sans qu'on puisse rien leur dire !»

Quant à «Maître» Roulette, avocat de la Fédération Cornec venu spécialement de Paris, il parlera surtout de sa fédération, citant le nombre d'adhérents, se plaignant même qu'«on ne nous voit plus à la télé alors qu'on voit Lagarde»! De nombreux parents diront à la sortie qu'il avait plaidé pour la Fédération Cornec, pas pour défendre les 5 mères de famille.

C'est un soutien véritable qu'il nous faut

Le SNI (Syndicat national des instituteurs) n'a rien fait pour mobiliser. Il s'est contenté d'envoyer un télégramme (!) et au procès n'étaient présents que des membres du conseil syndical en plus de ceux de l'Aiguelongue et d'autres du PCF. Les dirigeants du SNI veulent montrer qu'ils sont là mais à leur habitude ne tiennent pas du tout à faire appel à la base.

Le PCF de son côté a fait venir «La Marseillaise» et sorti un tract sur le quartier... mais, en le lisant, on s'aperçoit qu'à part quelques lignes où il parle du soutien aux 5 parents, tout le reste est consacré à son projet d'école.

Quant à la CSCV-APF, elle avait informé lors de son assemblée générale et des habitants de la plupart des quartiers étaient venus soutenir.

Le verdict est rendu le mercredi 26 janvier mais on peut déjà dire :

- que l'État a voulu se servir de cette affaire pour créer un précédent dans le cas d'occupation d'école et aller plus loin dans d'autres régions
- que le soutien réel ne vient pas des états-majors (PCF, SNI, Cornec) qui ne cherchent qu'à se montrer et à récupérer
- que de nombreuses personnes se sont rendues compte au procés de ce qu'était la justice bourgeoise, (flics, mépris), une justice de classe dirigée contre les travailleurs.

Un instituteur.

Vitry-sur-Seine

LA MUNICIPALITE PARTICIPE AUX SAISIES

Il y a quelques jours un certain nombre de familles ont reçu de la Trésorie municipale des saisies-arrêt sur salaires pour non paiement d'impôts locaux.

Cela s'est notamment passé aux Marroniers, cité de «transit» habitée par des travailleurs en majorité immigrés et parmi les plus explojtés. Outre les bas salaires, le chômage total ou partiel vient grever lourdement les budgets. Beaucoup de familles ont déjà du mal à boucler les fins de mois sans faire de dettes. Aussi tout le monde est loin de pouvoir payer les impôts locaux d'autant qu'ils ont

augmenté ces dernières an-

nées.

Quelques locataires se sont rendus à la perception où on leur a expliqué que les saisies de meubles s'avérant fort impopulaires et suscitant des résistances, la municipalité aurait préféré une politique de saisies sur salaire. Ils sont alors allés à la permanence du «Comité de défense des familles», situé dans les locaux du service social municipal.

Joli comité de «défense» I Il était «trop tard» une fois «le papier envoyé» et une famille s'est même fait rappeler à l'ordre parce qu'elle «réclamait» alors qu'elle se permettait... de louer un téléviseur. Autrement dit, «Serrez-vous la ceinture sur la nourriture, privez-vous de distractions, mais payez les impôts locaux».

Il n'est pas inutile d'ajouter que l'une des familles compte une dizaine d'enfants alors que le salaire rapporté à la maison est de 2 000 F. Une autre famille s'est vu répondre par les services municipaux : payez d'abord et puis vous aurez des secours. Belle manœuvre pour essayer de «tenir» des travailleurs combatifs et qui n'hésitent pas à remettre en cause sur certains points la

politique de la municipalité!

Bien sür, celle-ci cherche à masquer ses responsabilités. Elle prend bien soin à chaque fois qu'elle parle dans ses bulletins de la Trésorerie municipale d'indiquer «en gras» qu'elle dépend du ministère des Finances et non de la mairie. Mais de nombreux travailleurs ne sont plus dupes de ce partage du travail entre rouages complémentaires de l'appareil d'État. Une partie de l'argent saisi ne va-t-il pas dans les caisses de la mairie ?

Celle-ci brandit l'étandard de la «lutte» contre les saisies et «aide» parfois les habitants movement contrepartie (adhésions du PCF par exemple). Mais elle se garde bien d'intervenir quand c'est l'argent qu'elle empoche qui est en jeu. Elle se conduit alors comme les sociétés de crédit dont elle dénonce la «cruauté» et n'hésite pas à extorquer des sommes aux travailleurs en faisant appel à leur patron, par Trésorerie municipale interposée.

Comme on le voit, gestion de «gauche» ou de droite, c'est le même tabac : c'est toujours une gestion capitaliste sur le dos des travailleurs.

Evry (Essonne)

Accident du travail dramatique !

Cet accident s'est produit, mardi, sur un chantier de construction d'immeuble à côté de l'Agora, centre commercial régional d'Evry. Malgré les avertissements des pompiers, du fait du mauvais temps et du grand vent, le chantier a continué à tourner. Résultat ! Dans l'après-midi, une grue s'est écroulée sur le hall d'entrée de l'Agora, sur la dalle extérieure, sur le hall d'entrée et une partie des bureaux de l'ANPE voisine.

Le contrepoids de béton est tombé à ras des murs. Le grutier coincé dans la ferraille de la grue est mort quand on a voulu le dégager. S'il n'y a pas eu davantage de morts, c'est pur hasard; le prospecteur-placier qui reçoit d'habitude des demandeurs d'emploi dans le bureau revenait juste d'une prospection.

Un mercredi, c'est les enfants qui vont à la piscine de l'Agora qui aurait été tués. On sait bien que sur ces chantiers, les patrons obligent à travailler dans les pires conditions. Le responsable, c'est le profit capitaliste!

Vient de paraître aux éditions du Centenaire

SUR LE MATERIALISME DIALECTIQUE

Extraits de la Postface.

«Sur le matérialisme dialectique a été écrit pour les jeunes instruits installés à la campagne, les ouvriers, les paysans, les soldats et les cadres de base. Le président Mao nous enseigne : «Libérer la philosophie des salles de conférences et des livres de philosophie afin qu'elle devienne une arme acérée entre les mains des masses». C'est dans cet état d'esprit que nous nous sommes efforcés de décrire les notions fondamentales du maSUR LE MATÉRIALISME
DIALECTIQUE

térialisme dialectique en utilisant une langue simple et les expériences propres aux ouvriers, paysans et soldats.» (...)

En vente au prix de 20 F.

Passez vos commandes par correspondance à :

E 100, 24, rue Philippe de Girard — 75010 Paris En vente aux librairies : Les Herbes sauvages, 70 rue de Belle-

> : La Force du livre, 33 rue René Leynaud Lyon

La campagne de soutien à l'Humanité Rouge

Des camarades du Nord de la France ont récolté, à plusieurs reprises, quelques centaines de francs lors de souscriptions de masse sur les marchés. Ils ont eu l'ingénieuse idée de fabriquer eux-mêmes des poupées qui représentent une ouvrière ou un ouvrier vendant l'Humanité rouge en brandissant un drapeau rouge. Ils les vendent 5 F pièce et envoient le produit de cette vente militante en souscription au journal.

Une telle initiative est intéressante pour élargir la souscription à des travailleurs qui ne sont pas des lecteurs réguliers mais sympathisants et nous soutien-



nent. Ces poupées seront diffusées d'autre part, sur les marchés, dans les usines de pair avec la diffusion militante du journal.

 Parce que je considére que seule la dictature du prolétariat imposera la fin de l'exploitation et de l'oppression du capitalisme et permettra la construction du socialisme

- Parce que je désire participer à l'édification d'un authentique parti marxiste-léniniste unique

Je demande à adhérer à l'organisation des communistes marxistes-léninistes de France.

Dans ce but, «L'Humanité rouge» peut prendre contact avec moi à l'adresse suivante* :

* Indiquer ici ton adresse ou une autre adresse par laquelle on pourra entrer en contact avec toi.



BIP! BIP! BIP! SAC! SAC! SAC! «LE SHERIFF» de Boisset

Bip ! Bip ! Bip ! faisait la bande du son. SAC ! SAC ! SAC ! répondait la salle,

Les circonstances qui ont entouré la sortie du «Sheriff» aussi paradoxal que ça paraisse, ont fait de ce film le succès du moment, L'affaire de Broglie d'abord est venue donner un nouvel écho à ce film de fiction. En pleine campagne électorale le film de Boisset a été jeté sur le marché comme un pavé dans la mare des milieux politiques bourgeois.

Un pot pourri des «affaires» de ces dix dernières années

Toutes les affaires politico-judiciaires de ces 10 dernières années dont on avait eu vent dans «Le canard enchaîné», les voilà fondues en une seule histoire par Boisset, avec comme personnage central le «juge Fayard». Lisez le juge Renaud.

L'affaire de Charette

C'est d'abord l'affaire de Charette, le juge impétueux est dessaisi du dossier. Première leçon : il apprend que la justice bourgeoise est faite pour les patrons et non contre eux.

> Du pompiste au ministre

On lui confie alors l'affaire de petits bandits qui ont agressé un pompiste. Affaire banale pour un juge ordinaire. Le fougueux petit juge incarné par Patrick Dewaere va remonter la filière très haut, très haut. En épluchant les dossiers des petits truands il découvre beaucoup d'affaires olassées un peu rapidement. Coup de poing contre pendant les campagnes élec-Rappelons-nous torales. l'affaire Ceccaldi.

Quoi d'étonnant quand on connait les déclarations de Gérard Kappé, ancien chef du «BIP» pour la région de Marseille : «le suis un anticommuniste primaire et i'en suis fier... On ne discute pas avec une bête enragée, on l'abat». Ou bien cette déclaration de JC Paquet dans une note confidentielle au SAC, pardon au «BIP», de la région de la Drôme : «Il faut en finir avec les grèves des transports, des postes, de l'électricité, de l'enseignement, qui ne pénalisent que des innocents... Si les syndicats marxistes ou marxisés perdent

il nous faudra leur rendre leurs facultés d'appréciation, même si nos méthodes sont dures...» Le juge Fayard s'apercevra que ces messieurs sont couverts par un employeur parfaitement audessus de tout soupçon.

De fil en aiguille, le juge va mettre la main sur ce patron qu'il parviendra à faire parler en le menaçant dé ressortir certains dossiers jusqu'au jour où le cadavre

tirer des bouteilles vides sur les collines - mais s'entrainent dans les centres de la police nationale au coude à coude avec les inspecteurs des brigades antigang, antidrogue, anticommandos.

On trouve des CTPN à Livry-Gargan, Lyon, Marseille. Le siège du CTPN se trouve rue du faubourg Saint-Honoré. Le fichier des adhérents est tenu par M. Didelot, membre du SAC.

Dans le film, un petit truand lache le morceau et implore le juge de le garder en taule. Avec le SAC, un accident est si vite arrivé ! Il parle aussi du mystérieux gang des Lyonnais, pardon! des Stéphanois, les dits Stéphanois préparant un gros coup.

L'évasion de la prison de Valence

Une échelle mobile d'un camion de l'EDF s'élève. Le capitaine un gardien de la prison.

«Tu ne vas quand même pas te faire buter pour 2 000 francs par mois. C'est l'évasion de Pierre Pourrat le cerveau probable du gang des Lyonnais qui s'est "facilement" évadé de la prison de Valence en octobre 1975 (docteur «qui serait venu rôder plusieurs fois sur les lieux de tournage du Shériff à St Étienne»).

Un qui en sait trop : le Shériff

Avec la complicité du commissaire Marec, Fayard interpelle, menace, accumule les preuves, le dossier s'épaissit, les menaces redoublent.

Entretien avec le procureur; le ministre menace de le dessaisir du dossier, d'être promu à Bordeaux ou... Hazebrouk. Menaces plus sérieuses: celles du SAC.

La carte du SAC

C'est peu avant le dénouement de l'enquête que le patron du gang des Stéphanois fourre sa carte du SAC sous le nez du juge.

Dernier avertissement avant qu'on ne retrouve le Shériff criblé de balles au pied de son immeuble comme le juge Renaud...

«L'homme qui brandissait sa carte dans le bureau du juge, raconte l'auteur du livre Les Corrompus qui fit éclater le scandale de Lyon, c'est Jean Augé, ce truand qui se comporta en patron officieux du SAC pour la région du Rhône et fut très certainement le superviseur du gang des Lyonnais (devenu le gang

des Stéphanois dans le film). »Augé, un jour , m'a

du Roy».

Les «Écuries du roi» et ses clients dans le film «Les armes

fourré sous le nez sa carte du SAC et aussi une carte, vraie ou fausse, de la police. Aurait-il agi de même devant un magistrat ? Je ne le sais pas. C'était malgré tout un prudent, ce qui ne l'a pas empêché de se faire descendre par des tueurs, le 15 juin 1973.»

Boisset réplique : « Je dis que le fait s'est vraiment produit et que des magistrats peuvent en témoi-

> Un film qui va dans le bon sens

Une des leçons de ce film : les magistrats qui veulent tout simplement appliquer les lois bourgeoises. faire aboutir leur instruction, sont déssaisis du dossier, mutés ou liquidés. Il n'y a pas de justice audessus des classes.

Boisset est l'auteur de l'«Attentat», sur l'affaire Ben barka, d'«Un Condé» film sur les flics proxénètes, de RAS sur la torture en Algérie. Enfin, plus récemment de «Dupont Lajoie», film qui dénonce le racisme. Ce dernier film contribue à montrer l'état de pourrissement de la bourgeoisie, il contribue à montrer ce qui se cache derrière les mots liberté, égalité, fraternité.

La liberté, c'est pour les patrons qui ont tout pouvoir de tuer des travailleurs pour augmenter les profits, les milices qui attaquent les piquets de grà ve au mépris des droits les plus élémentaires.

Enfin les hold-up des caisses de l'État organisés avec la complicité des Ministres. Bref, un film qui, à sa manière, dénonce nos ennemis, un film qui donne envie d'en finir avec ce système. Bien sûr, comme l'écrit le rédacteur de Libération, Gilbert Rochu, ce film peut être utilisé par les tenants de l'Union de la gauche pour dire : il faut une police propre, il faut une justice propre. Néanmoins dans ce film qui dévoile sans complaisance la pourriture du système capitaliste le positif l'emporte largement.

LE BIP! BIP! BIP!

Le SAC (Service d'Action Civique) est issu de l'ancien service d'ordre du RPF. A la solde de De Gaulle, le RPF était lui-même formé à partir des services secrets gaullistes de 39/45 : le BCRA.

Du BCRA, il a hérité des fonds de la Résistance qui ont transité de Londres à Paris.

Fondé par Foccart, un ancien des services secrets qui passe pour avoir joué un drôle de jeu avec l'occupant nazi. Le SAC est encadré par de nombreux cadres des organisations fascistes de Doriot et Déat reconvertis. Entièrement au service du chef : De Gaulle, ils préparaient son retour au pouvoir par tous les moyens : renseignement, infiltration de l'appareil d'État. La cible principale du service d'ordre du RPF en 47 : le Parti communiste dont il fallait détruire l'appareil.

Intimidations, provocations, meurtres sont les moyens utilisés par ces gros bras pendant les campagnes électorales ; quand les bicep s ne suffisaient pas, on sortait les Sten.

Les hommes à la base, ce sont le plus souvent de petits truands dont on blanchit provisoirement le carnet judiciaire et qu'on liquide une fois qu'on n'en n'a plus besoin pour éviter le indiscrétions.

Bien sûr, la carte du SAC couvre tous les délits que le truand accomplit pour soi argent de poche. On a vu ces individus se distingue, dans la lutte contre le FLN puis contre l'OAS. Enfin contre les étudiants et les travailleurs en Mai 1968. L'UNI est l'organisation créée par le SAC pour mettre les facultés au pas. Outre l'infiltration de la police, du SDECE et de l'administration, le SAC pratique le trafic d'armes et l'espionnage et la subversion dans les pays d'Afrique anciennement colonisés par la France.

Il est associé au meurtre de Ben Barka et de Félix Moumié. On a parlé du SAC à propos du cinqsept (une affaire de racket qui aurait mal tourné). Des gens haut-placés : Pasqua, Sanguinetti, Comiti, Roger Frey ont été associés à cette police parallèle.

des piquets de grève, agres- du patron sera retrouvé sur Plus de 50 % des adhérents L'autopsie permet d'identifier les balles, le même révolver réglant beaucoup de comptes.

> Le protecteur du gang fait penser à Charret, le député proxénète de Lyon qui a dû démissionner de l'UDR après l'affaire des «Écuries du roi».

Marec et le capitaine

Au centre de tir le commissaire Marec, amené à travailler avec le juge Fayard, rencontre un tireur qui fait mouche à tous les coups. Dans les centres de tir de la police nationale, les commissaires sont en liaison quotidienne avec les truands. la juste notion des choses, Ces derniers ne vont pas

sions de colleurs d'affiches un chantier, criblé de balles. du centre de tir de la police nationale sont membres du SAC. Le patron du centre de tir de la police nationale est Raymond Sassia chargé de la sécurité rapprochée de De Gaulle.

> Le docteur et le capitaine

Le capitaine qui s'entraine avec Marec au CTPN, c'est l'instructeur «militaire» du gang des Lyonnais, l'adjudant-chef Joanny Chavel qui «a des bottes de ciment», comme on dit à Lyon de quelqu'un qu'on a coulé dans le béton. Mais le capitaine tireur fulgurant, plein de sang froid n'est que l'exécutant du docteur pour qui il travaille.

Université de Vincennes : Paysannerie et cinéma

VENDREDI 28 JANVIER

14 H : LES CONTRATS D'INTÉGRATION exposé des paysans

film «Des dettes pour salaire» débat.

20 H: LA PROPRIÈTE DU SOL

exposé des paysans

film «La reprise abusive»

SAMEDI 29 JANVIER

10 H : LA VIGNE

- exposé des viticulteurs

film «N'i a pro»

- débat

15 H : LE CRÉDIT AGRICOLE exposé des paysans

montage-diapos

débat.

l'Humanité Rouge

UNE OUVRIERE D'UNE PETITE USINE DE BRETAGNE TEMOIGNE

C'est en pleine campagne, sur la route de St-Brieuc à Guinguamp que sont installés les ateliers de l'usine de conrection Feal, près d'une ferme abandonnée.

Cette implantation est très révélatrice de la situation de ces régions rurales de Bretagne, où les paysans sont contraints de quitter leurs fermes et où sont offerts aux chefs d'entreprise de multiples avantages : terrain gratuit, primes d'embauche, dégrèvements d'impôts... et la perspective de faire de gros profits en peu de temps sur le dos d'une main d'œuvre peu «exigeante» en matière de salaire et sans tradition ouvrière de lutte ; après quoi, ils peuvent partir et recommencer ailleurs avec les mêmes avantages.

ON LIQUIDE ET ON RECOMMENCE

Q: Tu es au chômage ?

R : Oui, j'ai reçu ma lettre de licenciement le 4 octobre, comme les autres ; je suis au chômage depuis fin novembre.

- Pourquoi vous a-t-on licenciées ? Il n'y avait plus de travail ?

Le travail avait repris au contraire.
 D'ailleurs, le nouveau patron nous a envoyé une lettre d'embauche : c'est bien la preuve que le travail ne manquait pas.

- Et vous avez refusé ?

 Bien sûr, les conditions qu'il proposait obligeaient les ouvrières de St-Brieuc à refuser.

- Quelles conditions ?

— Il faut que je te raconte depuis le début. Ça a commencé à St-Brieuc. L'entreprise dont la production s'appelait alors «créations Beguy», était dirigée par Beneck, père et fils, Il y avait un atelier rue de Gouedic (20 ouvrières et 1 mécanicien) et 2 magasins dont un à St-Brieuc, rue des 3 Frères Legoff (avec aussi un petit atelier). Un beau jour on nous dit que la maison où est l'atelier va être détruite et qu'il faut le transférer à Plouagat, à 15 km de St-Brieuc.

- La maison a été démolie ?

Non, elle est toujours là I IIs avaient inventé ça pour faire accepter le transfert. Ils nous ont promis transpors gratuit, travail assuré, cantine... La cantine, on ne l'a jamais vue I En fait, c'est bien clair, ils sont allés à Plouagat pour le terrain gratuit, les subventions pour création d'emplois, des tas de primes... et moins d'impôts qu'à St-Brieuc I IIs ont embauché quelques ouvrières sur la commune et les anciennes de Béguy.

Mais quelques temps après, Béguy est liquidé ; une dizaine de personnes sont licenciées, surtout des anciennes.

- Pourquoi ?

— Ils disaient que le travail manquait, Pendant 6 mois, ça avait bien marché... Nous, on est à Plouagat, Le CE siège à St-Brieuc : on est au courant de rien l Le fils Beneck avait disparu, on ne savait pourquoi.

A ce moment le personnel est devenu Feal : le transfert était achevé ; mais les licenciements ont continué...

- Il n'y avait pas de syndicat ?

- A Plouagat, non.

- Tu n'étais pas syndiquée avant ? Personne n'était syndiqué ?

- Si, moi, j'étais syndiquée à St-Brieuc, à la CFDT mais ils ne faisaient rien. Comme il y avait d'autres ouvrières à la CGT, j'y suis allée et on a formé un syndicat CGT. Et comme il y avait des menaces, beaucoup ont pris leur carte. Il faut dire qu'on avait reçu des lettres où les patrons disaient qu'il y avait du travail à St-Brieuc (sans aucune garantie d'embauche) et que celles qui voulaient pouvaient rester à Plouagat, mais il n'y aurait plus de transport! Et ils nous demandaient de répondre oui ou non et de signer! On aurait signé notre chômage!

C'était tellement gros que non seulement l'UL CGT a conseillé de ne pas signer, mais la municipalité de Plouagat a fait ramasser les feuilles et les a rapportées au patron : tu penses, ils ne tenaient pas à ce que l'usine ferme ; on leur aurait reproché de gaspiller l'argent des contribuables avec des entreprises pirates.

Après ça, on ne nous donnaît plus de travail. On attendait les pièces. On parlait de fermeture ; on faisait de la sous traitance pour d'autres boîtes.

Et le patron a déposé son bilan ; l'entreprise est passée sous la direction d'un administrateur judiciaire et d'une directrice, Mme Bailly.

DIVISER POUR MIEUX RÉGNER

La menace de fermeture va servir de moyen de chantage à la nouvelle direction et au syndic pour nous faire travailler à des cadences de plus en plus rapides. C'est ce qui s'est passé à Plouagat, où Féal a déposé son bilan et où l'usine a finalement été vendue. Mais avant la vente, le syndic chargé de l'afffaire a licencié tout le personnel (bien que ce soit illégal). Et le nouveau patron a alors envoyé des lettres d'embauche où il supprime les quelques avantages qu'il y avait à Féal et où il met tout le monde au salaire minimum.

L'ouvrière qui nous raconte cette histoire a 51 ans. Elle a travaillé 5 ans chez Féal et se retrouve au chômage, licenciée avec les autres.

Son témoignage est celui d'une ouvrière d'une industrie où les conditions d'exploitation sont particulièrement dures et où de tels exemples se rencontrent des centaines de fois.

*Octobre 166 heures, 1355,18 F *Novembre 174 heures, 1420,49 F *Salaire horaire : 9,09 F !

Tu comprends qu'elles tenaient à rester. Défendre celles qui étaient au SMIC, ça ne les intéressait pas. Elles défendaient leurs intérêts personnels.

DE BONNES AFFAIRES

Dans l'atelier, on avait pas le temps de s'amuser I Après la réorganisation, on était par équipe de 5. Par exemple, on avait 5 mn pour faire, retourner et placer un col de vêtement : il ne faut pas trainer pour y arriver I Autre exemple : il fallait faire, par jour et par équipe de 5, 36 à 40 blousons, avec 4 poches plaquées, avec des surpiqures sur de gros tissus, avec col et bas en tissu élastique. Pour chaque blouson, le patron payait à tout l'atelier (coupeurs compris) 30 F. Les mêmes blousons étaient revendus 395 F dans un magasin à Saint-Brieuc. Différence 365 F. Prix des fournitures et amor-

d'essai ; pas de bavardages, pas de «scandales» (!), pas de «désordre», pas de syndicat !

LA LIGNE REVISIONNISTE

– Pourquoi n'y a-t-il pas eu d'action syndicale?

Les déléguées ne voulaient pas se battre : le patron jouait sur la concurrence entre ouvrières.

Le délégué de l'UL est intervenu au moment de la première lettre auprès du patron et tout seul, tout en nous disant que de toute façon, l'atelier serait fermé. Ça n'engageait pas beaucoup à lutter! Depuis qu'on est dirigé par le syndic, on ne l'a plus revu.

Il s'occupait surtout des élections au CE et n'a jamais organisé la lutte contre la fermeture et les licenciements.

Notre seule action a été une journée de grève le 7 octobre (avec la journée nationale) alors qu'on était déjà licencié (l'ettre reçue le 4). Là, les déléguées aussi étaient révoltées d'être embauchées au SMIC.

Bien sûr, la lutte résolue et unie des ouvrières de FEAL était la seule voie qui offrait quelques chances d'empêcher la fermeture et les licenciements.

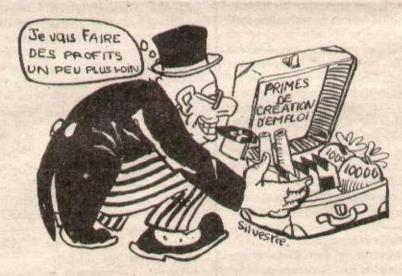
Pour la conduire, pour qu'elle soit possible il aurait fallu un syndicat qui ait une ligne de classe et unisse toutes les ouvrières contre leurs exploiteurs.

Au lieu de cela, la CGT les a laissées dans l'isolement, les abandonnant à leurs réactions spontanées, les laissant tomber dans les pièges de la direction dont le jeu consistait à les opposer les unes aux autres, les laissant désarmées face à ses grossiers mensonges, les décourageant avant même qu'elles aient commencé à se battre...

Comment s'en étonner : à Saint-Brieuc, tous les permanents CGT sont au PCF, devenu comme on sait, un parti bourgeois qui, pour accéder au pouvoir, développe une soi-disant «Union du peuple de France» qui inclue explicitement des «petits» patrons du genre de ceux qui sont ici en cause!

Bien sur, un syndicat dirigé par un tel parti ne peut organiser les travailleurs dans la lutte classe contre classe!

La trahison peut être ouverte : liquidation manifeste des luttes, dissolution des sections syndicales, exclusions de militants, accord avec les patrons sur le dos des travailleurs, etc, ou comme dans ce cas, plus cachée : abandon dans leur coin de travailleurs sans expérience de lutte, le révisionnisme est toujours avec les patrons contre les travailleurs!



— Et les ouvrières ont marché ? Elles ont marché, d'autant mieux que les déléguées CGT elles-mêmes disaient que l'usine ne fermerait pas si on améliorait le rendement. Elles accusaient même devant la direction les ouvrières de ne pas travailler assez vite !

Tu vas comprendre : la directrice voulait réorganiser l'atélier ; il fallait pour ça licencier certaines ouvrières pour en réembaucher de plus qualifiées. Mais les filles ont résisté. Alors elle les a changées de poste de travail. Bien sûr le rendement n'y était pas, d'où de nouvelles menaces de fermeture.

Les déléguées, qui étaient des ouvrières anciennes et qualifiées, voulaient garder leur boulot et elles étaient d'accord pour que celles qui ne faisaient pas le rendement soient licenciées ! Elles, elles travaillaient à la pièce complète et elles gagnaient 2 500 F par mois.

- Et les autres ?

Le SMIC. Regarde ma feuille de paie : *Septembre 166 heures, 1365,74 F tissement des machines compris, il reste un joli profit!

Et après, ils osaient dire qu'on ne travaillait pas assez vite et qu'ils ne gagnaient pas assez!

 Dans quelles conditions travaillezvous?

On ne manquait pas de place ; ils avaient vu grand! Mais il fallait travailler toute la journée dans le bruit des machines, sous un toit de tôles qui chauffe l'été et gèle l'hiver. Pour le chauffage ou la lumière, il fallait toujours demander, et plusieurs fois!

- Parle-moi de ce que proposait le nouveau patron ?

Toujours pas de cantine, ni de transport. De Saint-Brieuc, il faut se lever à 5 heures pour prendre le train et commencer à 7 h et demi, et ne rentrer qu'à 7 h le soir alors qu'on finit le travail à 5 h. Et plus personne à la pièce complète : tout le monde à l'opération, comme celles qui étaient en équipe de 5, c'est-à-dire tout le monde au même tarif, le minimum ; les cadences calculées pour gagner juste le SMIC ; celles qui n'y arrivent pas sont licenciées après un mois